

« La Société qui vient »

sous la direction de Didier FASSIN
éditions du Seuil, 2022, 1319 p.

Chapitre 63. Un dilemme pour les progressistes : l'immigration

Ypi Léa,
pages. 1145-1162.

Cet article fait partie de contributions de chercheurs étrangers auxquels l'éditeur scientifique a demandé un point de vue extérieur et tout à fait libre sur « la société qui vient ». L'auteure affirme d'entrée son angle d'attaque : « Si le scepticisme des partis politiques de la gauche traditionnelle à l'égard de l'immigration n'est pas pétri de racisme, de xénophobie ou d'une volonté de semer la panique face à la menace qu'elle représenterait pour la culture libérale, il n'en est pas moins aussi inquiétant que son pendant conservateur » (p.1145). Interrogation frontale qu'il est important de se poser.¹ Il faut reconnaître que bien souvent les pratiques de la gauche ne sont pas cohérentes avec leurs grands principes et les idéaux d'accueil des exilés, des étrangers en quête d'un meilleur avenir, des familles qui ont vocation à être réunies.

Sur le plan pratique, les partis invoquent les contraintes de la politique électorale dans les démocraties représentatives. En Europe comme ailleurs, Les partis sociaux-démocrates perdent des voix dans les milieux traditionnellement ouvriers au profit de l'extrême droite qui agite la rhétorique anti-immigrés. La gauche est prise en étau entre sa fidélité à des principes d'égalité et l'impératif de mener un combat électoral et de gagner des voix, ce qui incite à utiliser des arguments anti-immigration.

Sur le plan des principes, il y aurait un équilibre difficile à trouver entre l'ouverture à l'immigration et le soutien aux politiques de l'Etat-Providence, ce qu'on appelle « le dilemme des progressistes ». Pourtant les recherches démontrent que les conséquences, en termes distributifs et culturels, de l'immigration sur l'Etat-Providence sont généralement bénéfiques pour les sociétés d'accueil. En dépit de ces nombreux résultats de la recherche, la mise en question de l'immigration est de plus en plus présente dans le débat public. Il est donc important, sur le plan pratique, de concevoir des stratégies de résistance aux mouvements politiques d'exclusion mais aussi, au plan des principes, « d'esquisser une trajectoire alternative vers le changement social » (p.1147) ».

C'est ce que tente l'auteure dans cet article. Elle propose d'abord une analyse de la stratégie des acteurs politiques de gauche sur la thématique de l'immigration, qui s'appuie sur deux modèles principaux, celui de la solidarité multiculturelle et celui de la solidarité supranationale. « La promotion de ces deux modèles, dit Léa Ypi s'est faite au détriment d'un troisième fondé sur la classe sociale » (p. 1147). Elle appelle à un renouveau de l'intérêt pour ce modèle de solidarité, qui peut permettre d'élaborer des stratégies plus conformes aux idéaux de gauche en matière d'immigration.

Les limites des modèles dominants : solidarité multiculturelle et solidarité supranationale

1 Même si le terme de « scepticisme » ne me paraît pas très juste... Je dirais plutôt « ambivalence » .

Les modèles multiculturel et supranational souffrent de vouloir rendre le système de solidarité, soit plus diversifié à l'intérieur des frontières (dont le Canada est un exemple), soit de l'étendre au-delà (l'Union européenne en est une esquisse), sans remettre en question le fondement du système en place dans son essence. Ces deux modèles reposent sur le triptyque traditionnel : territoire, souveraineté, population, et tous deux spéculent sur la répartition des obligations entre les membres de cette entité définie territorialement au regard des pressions liées aux migrations. En liant les politiques migratoires à cette notion de territoire, géographique et défini par une culture politique (Etat, Communauté d'Etats), les deux modèles dominants génèrent leurs propres formes de marginalisation et d'exclusion, celle des groupes non représentés dans le nouvel Etat multiculturel ou qui sont en dehors des frontières de l'entité supranationale.

Pour s'attaquer au dilemme des progressistes sur l'immigration il faut sortir des idéalizations et approximations sur les formes de solidarité, multiculturelle ou supranationale que propose l'Etat démocratique libéral. « Une autre analyse de la solidarité montre qu'un puissant vecteur de renforcement de la solidarité repose sur une action conjointe de ceux qui sont soumis à des relations de pouvoir n'ayant pas nécessairement de délimitation territoriale ». Il faut penser la solidarité comme émergeant de l'action commune de ceux qui ont vécu (ou s'identifient à ceux qui ont vécu) une condition d'oppression partagée (p.1151).

Dans les deux modèles actuels, il y a une opposition entre des travailleurs « locaux » qui pensent avoir des avantages à conserver du fait de leurs droits dans la communauté politique à laquelle ils appartiennent² et des travailleurs « étrangers », réputés pouvoir mettre en péril les dispositions de l'Etat-Providence. Dans un modèle alternatif fondé sur l'appartenance à une classe sociale, à des groupes victimes d'une même oppression, l'opposition entre des travailleurs « locaux » et des travailleurs étrangers pourrait disparaître au profit d'un même combat contre une oppression commune. Les acteurs de la société qui défendent les travailleurs n'ont alors plus aucune raison de principe de donner priorité à ceux qui appartiennent à la même communauté politique plutôt qu'aux immigrés.

Un autre modèle : la solidarité de classe

Changer le cadre du débat en se concentrant sur la classe sociale permet de voir que les migrations ne sont pas un problème en soi. Elles sont un problème uniquement dans le processus mondial de reproduction et de répartition des richesses caractérisé par la circulation des capitaux et les relations juridiques et politiques nationales et mondiales qui permettent sa reproduction. Ce sont les asymétries de pouvoir, propices à un processus mondialisé de circulation du capital qui sont à l'origine des tensions migratoires, la réponse à y apporter doit être également mondiale et non pas limitée à une communauté politique (modèle multiculturel) ou à une communauté de plusieurs Etats (modèle supranational). Cela peut paraître idéaliste (p.1154), rappelle l'auteure, mais dans les faits des luttes coordonnées entre mouvements sociaux et politiques existent déjà pour répondre aux défis communs de l'humanité³.

Il faut modifier la façon dont le phénomène migratoire est perçu dans la sphère publique et faire émerger une prise de conscience du problème de justice en matière de migrations, qui n'est pas une

2 Illustré par l'attrance du « peuple de gauche » pour les thèses de l'extrême droite

3 Citons par exemple les actions concertées, au plan international, d'ONG, syndicats partis politiques pour « faire payer Amazon » ou la campagne internationale « Fridays for future ».

préoccupation isolée liée à telle ou telle communauté politique et culturelle, mais bien au cœur d'autres injustices de portée mondiale. Ce sont les conditions structurelles mondiales qui font des migrations un problème.

Retour sur le dilemme progressiste

Dès que se pose la question de l'immigration, les travailleurs locaux s'identifient à leur Etat : ils mettent de côté leur exploitation par les élites dirigeantes... Et ils prennent une attitude défensive à l'égard de leurs droits et acquis associés à la démocratie parlementaire libérale, considérant les travailleurs étrangers comme une menace.

De ce fait, les partis de gauche et les mouvements sociaux sont réticents à se mobiliser en faveur des travailleurs étrangers. En effet la structure sociale, dans son ensemble et le contexte politique dans lesquels ils opèrent, découragent les travailleurs étrangers de se faire entendre et donnent la priorité aux travailleurs locaux. Les partis de gauche et les mouvements sociaux ne peuvent réussir à mobiliser que s'ils mettent en place des politiques publiques favorables aux travailleurs, et ils ne peuvent le faire que s'ils gagnent les élections. Mais pour gagner les élections ils doivent s'adresser à un électorat de citoyens au sein duquel, d'un point de vue juridique, c'est l'appartenance politique (au sens large) qui est déterminante et où les divisions de classe ne comptent pas.

C'est là qu'il faut revenir à un passé colonial qui continue à avoir des effets majeurs tant au plan national que mondial. Les luttes de la classe ouvrière des pays riches ont certes joué historiquement un rôle important dans la garantie de leurs droits. Mais il serait naïf d'ignorer les conditions structurelles qui ont permis aux élites des pays concernés de leur faire ces concessions. La nature asymétrique de l'ordre international est un élément clé de la situation actuelle et notamment des mouvements migratoires. Les Etats les plus vulnérables sont toujours manipulés par les anciennes puissances coloniales, ce qui maintient les hiérarchies de pouvoir et de richesses au détriment des premiers. Mais les classes ouvrières des puissances hégémoniques oublient facilement l'avantage dont elles ont bénéficié lorsqu'elles revendiquent une protection de leurs droits et privilèges, prétendument menacés par une immigration incontrôlée.

En conclusion

Ce ne sont pas les travailleurs migrants qui menacent les travailleurs locaux mais l'Etat capitaliste qui protège les intérêts des élites dirigeantes par le contrôle des frontières et par des politiques d'intégration qui mettent les immigrés à la merci du bon vouloir des employeurs... Cette vulnérabilité commune permet de maintenir les travailleurs locaux sous contrôle, de neutraliser le pouvoir de négociation des syndicats et de faire grossir les rangs de *l'armée de réserve* de chômeurs évoquée par Marx. « Sans remise en cause du modèle de solidarité et de communauté politique...il sera difficile pour les progressistes de s'engager dans la bonne direction. Quand la solidarité est construite comme l'allégeance à un processus commun et coopératif de formation d'une communauté politique partagée, le modèle alternatif reposant sur la solidarité de classe⁴ se trouve inévitablement sapé dans ses fondements » (p. 1162).

4 Modèle que l'auteure, suivant les intuitions de Marx, appelle de ses vœux.